

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° DREAL-UID11/66-C3-2026-031
portant changement d'exploitant d'une carrière de calcaire à ciel ouvert, située au
lieu-dit « Gléon » sur la commune de Villesèque-des-Corbières, au profit de la
société MATÉRIAUX GRAND SUD**

**LE PRÉFET DE L'AUDE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret du 16 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Alain BUCQUET en qualité de préfet de l'Aude ;
- Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2025-081 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° R76-2024-02-16-00001 du 16 février 2024 approuvant le Schéma Régional des Carrières d'Occitanie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-11-3775 du 10 novembre 2005 autorisant la société SNC MAZZA à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert, située sur le territoire de la commune de VILLESEQUE-DES-CORBIERES au lieu-dit « Gléon » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-006 du 3 juin 2015 autorisant le transfert au profit de la société SC113 et modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de calcaire exploitée sur le territoire de la commune de VILLESEQUE-DES-CORBIERES au lieu-dit « Gléon » ;

Vu la demande en date du 27 juin 2025 de Monsieur le directeur de la société MATERIAUX GRAND SUD, dont le siège social se situe Route de Pézenas – lieu-dit « Naffrie » à SAINT-THIBÉRY (34630), sollicite le transfert au profit de cette société, de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations de l'environnement en date du 23 février 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société MATERIAUX GRAND SUD par courriel en date du 24 février 2026 ;

Vu les d'observations formulées en date du 4 mars 2026 par la société MATERIAUX GRAND SUD ;

Considérant que, conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, tout changement d'exploitant d'une carrière est soumis à autorisation préfectorale ;

Considérant que la demande de changement d'exploitant sollicitée par la société MATERIAUX GRAND SUD contient les éléments d'appréciation nécessaires permettant de répondre aux exigences de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la société MATERIAUX GRAND SUD a transmis l'attestation de constitution de garanties financières prévue à l'article 1.8.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2005-11-3775 du 10 novembre 2015 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - TRANSFERT DE L'AUTORISATION

La société MATÉRIAUX GRAND SUD, dont le siège social est implanté Route de Pézenas – lieu-dit « Naffrie » à SAINT-THIBÉRY (34630), est tenue, pour sa carrière de calcaire à ciel ouvert située sur la commune de Villesèque-des-Corbières au lieu-dit « Gléon », de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

ARTICLE 2 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 1.1 DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2005-11-3775 DU 10 NOVEMBRE 2005

Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2005-11-3775 du 10 novembre 2005, modifiées par l'arrêté préfectoral n° 2015-006 du 3 juin 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La société MATÉRIAUX GRAND SUD, dont le siège social est implanté Route de Pézenas – lieu-dit « Naffrie » à SAINT-THIBÉRY (34630), sous réserve de la compatibilité des documents relatifs à l'urbanisme à la date de signature du présent arrêté et de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, est autorisée à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert, au lieu-dit « Gléon » sur le territoire de la commune de Villesèque-des-Corbières. »

ARTICLE 3 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 1.8.2.2 DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2005-11-3775 DU 10 NOVEMBRE 2005

Les dispositions de l'article 1.8.2.2 ; de l'arrêté préfectoral n° 2005-11-3775 du 10 novembre 2005, modifiées par l'arrêté préfectoral n° 2015-006 du 3 juin 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

«Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Le montant minimum de référence des garanties financières est ainsi fixé pour la dernière phase quinquennale 2025-2030 : 200 405 €

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 131,9.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 4.1 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1. par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Par ailleurs, conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

Article 4.2 - Affichage et publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement :

- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de quatre mois.

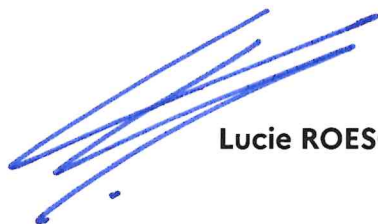
Article 4.3 - Exécution et notification

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Villesèque-des-Corbières sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Villesèque-des-Corbières et à la société MATÉRIAUX GRAND SUD, dont le siège social est implanté Route de Pézenas – lieu-dit « Naffrie » à SAINT-THIBÉRY (34630).

Fait à Carcassonne le

11 MARS 2028

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale de la Préfecture



Lucie ROESCH